

LAURENT TRAMONI,

SYNDICALISTE, SNES-FSU AIX-MARSEILLE, PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
AU LYCÉE TECHNOLOGIQUE DU REMPART À MARSEILLE.

DR **Refonder l'école de la République, oui, mais comment ?**

La loi d'orientation Jospin de 1989 restait marquée par l'impulsion démocratique du plan Langevin-Wallon et son objectif de porter à dix-huit ans la scolarité obligatoire. Aujourd'hui, 2 jeunes sur 3 obtiennent un bac et 80 % des jeunes de dix-huit ans sont toujours scolarisés. La réalité, la demande sociale, c'est que les jeunes ont besoin de qualifications. À cette demande, l'État doit répondre en reconnaissant qu'il a le devoir d'accompagner chacun dans sa scolarité jusqu'à dix-huit ans. 100 % de jeunes qualifiés, cela devrait être la priorité! Mais, depuis 1995, l'ascenseur scolaire se bloque et le système éducatif bute sur le noyau dur de l'échec scolaire. Est-ce un hasard? Depuis 1995, la part de la richesse nationale consacrée à

l'éducation régresse. En 2005 la loi d'orientation Fillon n'y change rien et les évaluations, comme Pisa, mettent la France à l'index: échec, inégalités. L'école de la reproduction sociale, privé aidant, se porte bien, merci! Officiellement, l'accent a pourtant été

**« Réfléchissons plutôt
aux continuités de la
maternelle au supérieur. »**

mis sur le socle commun, référence de la scolarité obligatoire à seize ans. Personne ne devrait quitter l'école sans le socle? En fait, la bonne conscience de ceux qui ont systématisé le tri social, distingué l'excellence, encensé le mérite, a renvoyé à sa responsabilité personnelle celui qui avait le malheur d'échouer.

Aujourd'hui, la refondation, ce ne peut être de maintenir à seize ans la fin de la scolarité obligatoire et de restructurer le système autour de deux blocs cloisonnés: une « école du socle » de six à seize ans arrimant le collège au primaire d'une part, un bloc bac - 3/bac + 3 liant le lycée à l'université d'autre part. Non, réfléchissons plutôt aux continuités de la maternelle au supérieur, démocratisons les savoirs et les techniques, travaillons la culture commune pour que nos jeunes vivent ensemble demain, investissons dans la formation.

Chaque élève, quelle que soit sa place dans le système éducatif, a droit à l'attention prioritaire de la nation, pour l'amener à franchir ce plafond de verre qui bride son émancipation.